

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 14/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PCUK Wintzenheim**

STROHSAK  
68920 Wintzenheim

Références : 25-130  
Code AIOT : 0006702126

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2025 dans l'établissement PCUK Wintzenheim implanté Lieu dit STROHSAK section 27 parcelles 107,108,109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116 et 117 68124 Wintzenheim. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site PCUK situé au lieu-dit du Strohsack à Wintzenheim (68920) est une ancienne gravière dans laquelle 750 tonnes de déchets de fabrication de pesticides ont été enfouis jusqu'à 12 m de profondeur entre 1965 et 1970. Ces déchets proviennent de la fabrication du lindane (famille des Hexachlorocyclohexanes HCH). Considéré comme cancérigène possible pour l'homme et dangereux pour l'environnement, l'usage agricole de cet insecticide est interdit en France depuis 1998.

Les résidus de production de lindane proviennent de l'ancienne usine PCUK (produits chimiques Ugine Kuhlmann) de Huningue. Ils ont été déchargés en vrac ou en fûts dans plusieurs gravières

transformées en décharges. Le dépôt de Wintzenheim a été laissé à l'air libre avant d'être recouvert d'une couche d'argile compactée en 1985 pour limiter la dispersion du lindane dans l'air et le sol, et les eaux souterraines (infiltration).

La société PCUK a été mise en liquidation (impécunieuse) le 23 décembre 1996. Le jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif de la société PCUK - produits chimiques Ugine Kuhlmann a été prononcé le 21 avril 2010 par le Tribunal de commerce de Nanterre (Bodacc A n° 20100090 du 05/09/2010, annonce n° 2114).

Dès lors, le suivi du site de Wintzenheim considéré comme site à responsable défaillant a été pris en charge par l'État. De fait, l'Agence de la Transition Écologique - Ademe - a démarré la surveillance de la qualité des eaux de la nappe phréatique en 1997. L'intervention de l'Ademe est encadrée par des arrêtés préfectoraux successifs. Le complexe d'étanchéité de surface supplémentaire (géotextile) installé par l'Ademe en 2009 sur le dépôt PCUK de Wintzenheim a permis de stabiliser l'extension du panache de pollution des eaux souterraines. Les concentrations de lindane mesurées dans les eaux souterraines en aval hydraulique du site PCUK de Wintzenheim s'établissaient entre 5000 mg/l à 8000 mg/l, avec un seuil de limite de qualité de l'eau potable fixé à 0,1 µg/l par substance active individuelle de la famille des pesticides et leurs métabolites (source Anses).

Un arrêté préfectoral limite l'usage de l'eau pompée en aval du site PCUK (arrêté préfectoral n° 1.2015-ARS-SRE du 04 juin 2015). Les usages sanitaires sont ainsi interdits pour l'eau de la nappe phréatique pompée dans la zone « zone de restriction d'usages sanitaires de l'eau (Z1) » sur les portions des territoires des communes de Wintzenheim et de Colmar s'étendant en aval hydraulique du site PCUK jusqu'à l'hypercentre de Colmar à environ 6 km à l'est. Tout usage destiné à la consommation humaine, tout usage impliquant un contact cutané ou tout usage à des fins d'arrosage ou d'irrigation des plantes alimentaires y sont interdits.

Un arrêté préfectoral limite l'usage du sol, du sous-sol et des eaux souterraines sur le site PCUK de Wintzenheim (arrêté préfectoral en date du 08 octobre 2020) en instaurant des servitudes d'utilité publiques (SUP). Ces restrictions concernent les parcelles n° 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115 et 116 de la section 27 du cadastre de la commune de Wintzenheim.

Les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur la période 2019-2023 ont été réalisés à partir de huit campagnes de prélèvements sur 22 ouvrages (piézomètres) installés d'ouest en est. Dans le périmètre de restriction d'usage, les concentrations maximales de HCH total équivalentes à 0,5 µg/l, soit le seuil de vigilance des eaux destinées à la consommation humaine (arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux limites et références de qualité des eaux, annexe I) sont respectées sur la période. Les résultats montrent donc que le panache reste stable et que le périmètre de restriction d'usage demeure toujours adapté.

Dans son courrier du 16 février 2021, la ministre de l'Environnement informe le préfet du Haut-Rhin de sa décision de dédier une enveloppe financière de 50 M€ sous le pilotage de l'Ademe pour permettre un plan de protection de la nappe d'Alsace sur les cinq prochaines années. Quatre vingt pourcents de cette enveloppe ont ainsi été affectés à la dépollution du site PCUK Wintzenheim, pollué par le lindane (voir <https://nappe-dalsace.fr>).

Deux arrêtés préfectoraux en date du 15 septembre 2021 mandatent l'Ademe pour la maîtrise d'oeuvre des travaux sur le site de dépôt de déchets de production de lindane de la société PCUK située sur la commune de Wintzenheim : un arrêté portant travaux d'office et un autre portant

autorisation d'occupation des sols en vue de l'exécution de travaux d'office sur le site.

La visite d'inspection en date du 17 février 2025 a fait suite au démarrage des investigations sur site nécessaires aux études préparatoires.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PCUK Wintzenheim
- Lieu dit STROHSACK section 27 parcelles 107,108,109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116 et 117 68124 Wintzenheim
- Code AIOT : 0006702126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site PCUK à Wintzenheim (68920) est une ancienne gravière dans laquelle 750 tonnes de déchets de résidus de fabrication de lindane ont été enfouis jusqu'à 12 m de profondeur. Le jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif de la société PCUK - produits chimiques Ugine Kuhlmann a été prononcé le 21 avril 2010. Dès lors, le suivi du site de Wintzenheim considéré comme site à responsable défaillant a été pris en charge par l'État. Un arrêté préfectoral limite l'usage de l'eau pompée en aval du site PCUK et un autre limite l'usage du sol, du sous-sol et des eaux souterraines sur le site PCUK de Wintzenheim. L'intervention de l'Ademe est encadrée par des arrêtés préfectoraux successifs. Deux arrêtés préfectoraux en date du 15 septembre 2021 mandatent l'Ademe pour la maîtrise d'oeuvre des travaux sur le site. Depuis 2021, le site PCUK fait partie des trois sites retenus dans le plan de protection de la nappe d'Alsace.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Ademe est mandatée par l'Etat en vue de faire réaliser les travaux de mise en sécurité du site PCUK à Wintzenheim en lieu et place de l'exploitant défaillant et dans le contexte particulier de la Nappe d'Alsace (<https://nappe-dalsace.fr>). L'Ademe assure ainsi la maîtrise d'oeuvre sur ce site.

La phase d'étude préparatoire a été précédée par des travaux de débroussaillage sur la partie ouest du site mais en conservant les arbres, et par l'évacuation d'un certain nombre de déchets (matelas, enjoliveurs, jantes, mobilier) provenant de dépôts sauvages de déchets manifestement plutôt récents. Une clôture temporaire de chantier a également été installée tout autour du site. Un lever par drone de l'ensemble des lignes géophysiques a également été réalisé début février 2025.

Les investigations ont débuté sur le site le 05 février 2025. La première phase de l'étude préparatoire a consisté à faire un état initial de la qualité des sols superficiels sur la zone de confinement par des prélèvements d'échantillons composites sur 0 à 30 cm de profondeur. Les résultats seront comparés aux valeurs des témoins locaux mesurés sur les échantillons pris sur les parcelles à proximité du site : jardins potagers au sud du site, jardins du quartier résidentiel jouxtant le site à l'est sur la commune de Colmar.

La campagne d'acquisition des mesures géophysiques constatées lors de la visite d'inspection du 17 février 2025 sera suivie de la fermeture des tranchées et d'un re-compactage pour garantir l'étanchéification de la géomembrane. Une phase d'investigation sur et autour du confinement suivra avec l'installation sur site d'un local sécurisé. Ce local permettra de prélever les échantillons selon un plan de sondages environnementaux et géophysiques : 6 sondages pressimétriques, 5 sondages carottés jusqu'à 25 m de profondeur avec un prélèvement tous les mètres, 27 sondages,

installation de nouveaux piézomètres. Les analyses réalisées porteront notamment sur les polluants suivants : HCH, chlorophénols, chlorobenzènes, BTEX, métaux, analyses réalisées sur les terres/déchets pour admission en Installations de Stockage de Déchets Inertes, dioxines et furanes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article Article R512-39-1	Sans objet
2	Autorisation d'occupation des sols	Arrêté Préfectoral du 15/09/2021, article Article 1 et 2	Sans objet
3	Travaux d'office	Arrêté Préfectoral du 15/09/2021, article Article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les interdictions ou limitations d'accès constituent un prérequis aux investigations nécessaires à l'étude préparatoire aux travaux de dépollution du site PCUK à Wintzenheim. A ce titre, l'inspection des installations classées a rappelé qu'il est nécessaire de clôturer l'intégralité du site de manière efficace. Lors de sa visite du site en date du 17 février 2025, l'inspection a pu constater que les barrières sont en place sur l'intégralité du site et reliées les unes aux autres de manière à ne pas être désolidarisées.

L'inspection a également constaté la présence de l'Ademe et des entreprises mandatées pour réaliser la première étape de l'étude préparatoire aux travaux. Celle-ci a consisté à acquérir des mesures géophysiques nécessaires pour déterminer la géométrie (périmètre et volume) du massif de déchets à traiter et de ré-étanchification de la géomembrane après les mesures d'acquisition.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article Article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Interdictions ou limitations d'accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p>

- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
  - 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- [...]

#### Constats :

L'Ademe est mandatée par l'Etat dans le cadre de ce site à responsable défaillant selon les dispositions décrites dans la Circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée

- chaîne de responsabilités - défaillance des responsables (NOR : TREP2312932N, publiée au BO du 13 mai 2023). Cette circulaire précise : [...] *En cas de défaillance de l'exploitant au moment de la cessation d'activité, l'intervention des pouvoirs publics prévue dans la présente circulaire porte en priorité sur les mesures de mise en sécurité telles que décrites aux articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1, dans la seule mesure où des atteintes aux personnes ou à l'environnement sont à craindre.* [...]

**Les interdictions ou limitations d'accès au site prévues au II.2 de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement constituent un prérequis préalable à la bonne exécution de la mission de maîtrise d'oeuvre pour laquelle l'Ademe est mandatée par l'État sur le site PCUK de Wintzenheim via les arrêtés préfectoraux de travaux d'office et d'occupation temporaire des sols du 15 septembre 2021 (voir points de contrôle ci-dessous). La clôture de l'intégralité du site est ainsi nécessaire pour limiter les accès aux représentants de l'Ademe et aux entreprises mandatées par l'Ademe.**

Par courriel du 06 février 2025, le prestataire en charge du suivi du chantier a averti l'Ademe que le site est bien clos hormis du côté de la parcelle n° 378 de la section TR du cadastre de Colmar située à l'angle sud-est du site PCUK (voir Annexe 1 planches cadastrales). L'inspection des installations classées avertie le jour-même par l'Ademe a rappelé dans son courriel de réponse en date du 06 février 2025, qu'il **est nécessaire de clôturer l'intégralité du site de manière efficace. Les barrières doivent être reliées les unes aux autres de manière à ne pas être désolidarisées.**

Suite au rappel par l'inspection des installations classées de la nécessité de clôturer efficacement le site, l'inspection s'est rendue sur place pour vérifier la mise en sécurité du site. **Lors de sa visite d'inspection en date du 17 février 2025, l'inspection a constaté que le site est intégralement clôturé avec des barrières temporaires de chantier grillagées** de 2 m de haut. Ces clôtures mobiles sont fichées dans des plots en béton et jointes l'une à l'autre par des colliers de sécurité anti-vandalisme. La zone concernée comprend l'intégralité des parcelles n° 107, 108, 109, 110, 111 et 112 (partiel : moitié est), 113, 114, 115, 116 et 117 de la section 27 du cadastre de la commune de Wintzenheim.

Au niveau de l'entrée principale au nord-ouest (rue de l'Orge), la barrière est ouverte aux heures ouvrables pour faciliter l'accès aux prestataires mandatés par l'Ademe, **Un panneau d'interdiction d'accès au public est affiché au niveau de cette entrée principale** et également au sud du site et au nord-est du site. **Deux panneaux d'obligations de port des équipements de sécurité selon les risques sont également affichés** à l'entrée principale (rue de l'Orge) et au niveau de l'entrée de la station de suivi de la qualité de l'air mise en place par ATMO Grand est (angle nord-est jouxtant la rue du Petit Ballon).

**La limitation d'accès au site est assurée mais l'ADEME doit s'assurer de sa pérennité.**

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Autorisation d'occupation des sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2021, article Article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exécution des études et investigations au droit du dépôt de déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1 :</p> <p>Les représentants de l'Ademe, ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme, chargés de l'exécution des études et investigations au droit des terrains, du dépôt de déchets de production de lindane sur le territoire de la commune de Wintzenheim, sont autorisés, sous réserve des droits des tiers et jusqu'au 31 décembre 2025, à poursuivre sur les parcelles listées en annexe 2, les opérations suivantes prescrites par l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé. A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes et non closes, sauf à l'intérieur des maisons d'habitation, pour y exécuter les investigations visées ci-dessus.</p> <p>Article 2 :</p> <p>Les propriétaires ou leurs représentants doivent suspendre toute intervention de nature à perturber les investigations et études visées à l'article 1er du présent arrêté, prescrits à l'ADEME par l'arrêté préfectoral de travaux d'office précité.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'intervention de l'Ademe sur le massif de déchets confiné sur le site PCUK de Wintzenheim nécessite de réaliser une étude préparatoire pour déterminer la géométrie (périmètre et volume) du massif de déchets à traiter et identifier les procédés les plus adaptés (excavation et/ou utilisation de techniques complémentaires). L'étude préparatoire a débuté sur le site le 03 février 2025. Cette étape a donc pour but de dresser un état des lieux en vue d'établir les cahiers des charges à destination des entreprises susceptibles de réaliser les opérations de dépollution. Les travaux viseront à extraire et à évacuer les déchets pour élimination le cas échéant.</p> <p>Le 17 février 2025 à l'occasion de sa visite sur site, l'inspection a constaté la présence de l'Ademe et des entreprises mandatées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un bureau d'études spécialisé dans l'ingénierie des sites et sols pollués, mandataire principal du groupement sélectionné ;</li> <li>- un prestataire spécialisé dans l'acquisition de données terrain de type mesures géophysiques ;</li> <li>- un prestataire spécialisé dans la réalisation de travaux d'étanchéité.</li> </ul> <p>L'inspection a également constaté le passage de l'association ATMO Grand Est venue vérifier le bon fonctionnement de ses installations.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Travaux d'office**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2021, article Article 1
--

**Thème(s) :** Risques chroniques, Maîtrise d'oeuvre

**Prescription contrôlée :**

L'Ademe est chargé d'exécuter ou de faire exécuter, à ses frais, une mission de maîtrise d'oeuvre sur le dépôt de déchets de production de lindane, situé sur le territoire de la commune de Wintzenheim, au lieu-dit Strohsak, section 27, parcelles 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116 et 117.

Cette mission comprend notamment :

- la définition précise de la géométrie du massif de déchets à traiter (investigations complémentaires à celles déjà réalisées sur site) et la réalisation d'un plan de terrassement ;
- la recherche d'autres sources éventuelles en périphérie ;
- la caractérisation des différentes classes/natures de matériaux impactés à gérer et identification des filières de traitement adaptées (avec chiffrage) ;
- la réalisation d'une Analyse du Risque Résiduel (ARR) prédictive vis-à-vis des eaux souterraines et de la qualité de l'air à l'intérieur des habitations riveraines après travaux d'enlèvement des déchets pour déterminer les objectifs de la remédiation ;
- réalisation d'une modélisation prédictive de l'évolution de la qualité des eaux souterraines suite à l'enlèvement des déchets ;
- réalisation des études géotechniques ;
- le dimensionnement des travaux ;
- la rédaction des cahiers des charges, l'assistance à la passation de contrats de travaux ;
- le suivi et la réception des différentes phases de chantier.

L'ADEME devra également :

- Poser des blocs anti intrusion encerclant le confinement ;
- Implanter des piézairs à proximité des habitations les plus proches du site et réaliser a minima deux campagnes de prélèvements des gaz du sol.

**Constats :**

Les blocs anti-intrusion encerclant l'intégralité du confinement et faisant partie du dispositif de régulation des accès mis en place suite à la prescription de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2021 sont toujours en place. L'emprise du confinement concerne les deux tiers nord des parcelles cadastrales n° 107, 108, 109, 110, 113, 114, 115, 116 et le tiers est des parcelles n° 111 et n°112 de la section 27 du cadastre de la commune de Wintzenheim.

Lors de la visite d'inspection du 17 février 2025, l'Ademe était présente sur le site pour suivre la phase de chantier relative à la définition précise de la géométrie du massif de déchets à traiter (profondeur et volumétrie) en réalisant des mesures géophysiques. Les mesures géophysiques ont été acquises par résistivité électrique en 3D, dite méthode tomographie de résistivité électrique (ERT). Cette méthode consiste à caractériser la capacité du sous-sol à s'opposer au passage du courant électrique impulsé dans des électrodes dont les positions varient pour obtenir des mesures à des profondeurs différentes jusqu'à 25 m de profondeur.

L'inspection a pu observer le dispositif d'acquisition des mesures géophysiques et de ré-étanchification de la géomembrane lors de la visite du site le 17 février 2025. Des électrodes d'une vingtaine de centimètres de long (cm) ont été implantées dans le sol à travers la géomembrane en place, installée en 2009. Les électrodes ont été espacées tous les 2 m dans 18 tranchées orientées d'ouest en est sur la zone de confinement délimitée à l'intérieur de la zone



encerclée par les blocs anti-intrusion. Cela représentait environ 1200 m de tranchées et 600 points de mesures. Les dimensions des tranchées étaient de 30 à 70 cm de profondeur selon les endroits du confinement et de 55 cm de large. Les tranchées étaient bordées par les andains de terre provenant de l'excavation du sol de surface nécessaire au creusement des tranchées (voir Annexe 3). Les impulsions électriques injectées dans le sol avaient pour but de localiser précisément les changements de nature du sous-sol : composition des matériaux pour distinguer les sols allochtones et autochtones, fûts, déchets.

A l'issue de l'acquisition des mesures géophysiques dans les tranchées, le prestataire spécialisé dans la réalisation de travaux d'étanchéité est intervenu pour reboucher la géomembrane en PEHD thermosoudable en la réchauffant et en effectuant un contrôle qualité.

**Type de suites proposées :** Sans suite